

Rendez-vous au mieux en 2011

A l'instar de beaucoup d'autres pays exportateurs de pétrole, notamment arabes, notre pays a les yeux rivés sur les cours pétroliers. Leur baisse depuis l'été 2008 équivaldrait à un plan de relance de 2 000 milliards de dollars au niveau mondial, auquel l'Opep participerait à hauteur de 800 milliards et rien ne semble pouvoir arrêter cette «hémorragie» : la récession qui frappe les pays développés consommateurs et la déprime qui affecte les pays émergents incitent à se contenter d'un baril de pétrole entre 40 et 50 dollars en 2009, selon les experts. Un niveau insupportable. Qu'est-ce qui peut relancer la demande, et par conséquent les cours pétroliers ? A quels horizons probables ?

Ces questions taraudent tous nos décideurs. Quelles réponses leur sont données aujourd'hui ?

Un récent ouvrage collectif assez exhaustif du Cercle des économistes français (*) dresse le cadre théorique de travail idoine pour traiter la question en réinstaurant le débat : la crise actuelle s'apparente-t-elle à une turbulence ou à une mutation ?

Les mots ont leur sens et «le temps qui passe n'a qu'un seul avantage : il corrige les injustices. Enfin, si l'on se donne la peine de murmurer à l'oreille de l'Histoire les mots qu'il faut», écrit François Bosnel dans le dernier numéro de *Lire*.

Dire que la crise des subprimes relève de la turbulence projetterait une sortie de crise possible en 2010, avec un retour progressif à la croissance à mesure que les actifs toxiques des banques seront éliminés aux frais des contribuables.

Dire que la crise traduit une mutation, c'est reconnaître par contre que son traitement «suppose de véritables change-

ments structurels au-delà de simples politiques conjoncturelles même massives (les plans de relance)», écrit Jean-Hervé Lorenzi, le président du Cercle. M. de Lorenzi trouve même que «le risque de voir la récession se transformer en dépression cumulative est grand». Si cette hypothèse pessimiste est retenue, elle requiert des plans de relance autrement plus consistants, allant «jusqu'à 10 % du PIB», des normes et des institutions pour la régulation et le contrôle des mouvements de capitaux, la promotion des nouvelles technologies, l'innovation et de la croissance verte.

Comme s'il diagnostiquait deux maux possibles, le Cercle refuse de trancher en considérant l'exercice de qualification comme étant d'essence politique.

En tout état de cause, au regard des moyens mobilisés — 6000 milliards de dollars — les leaders des 20 plus grands pays semblent avoir pris option pour la mutation.

Le second courant, d'obédience néo-keynésienne ou marxiste, est prédominant au sein du Cercle et dans l'Hexagone. Une trame commune est dessinée par les économistes français qui dépassent la thèse classique de l'érosion des classes moyennes comme la pire des catastrophes (elle plombe la demande et ralentit la relance) pour mettre l'accent sur la question des jeunes.

L'idée est simple : l'ancien et néanmoins toujours actuel système en crise «était taillé sur mesure pour les seniors» avec un accès croissant à la propriété et de fortes hausses de l'immobilier (les baby-boomers possèdent leur maison), l'exigence de forts rendements (pour les retraites) et «hausse des dividendes au détriment des salariés».

Même s'il est généralement

situé dans le même courant de pensée que la majorité des membres du Cercle des économistes, Paul Krugman, le dernier prix Nobel d'économie (2008), semble opter pour la première hypothèse, celle de la turbulence, avec un retour à la normale à partir de la mi-2010 (**).

Cette perspective, plutôt optimiste, se fonde sur l'expérience des deux dernières récessions US de 1990 et de 2001. Nous vivons en quelque sorte dans un monde de «bulles» qui éclatent aussi vite qu'elles apparaissent (comme c'est le cas dans l'informatique ou l'immobilier). Peu convaincu par l'efficacité du «stimulus», le paquet fiscal version Bush, il plaide pour une relance par l'investissement public et les dépenses d'aide sociale.

En tout cas Krugman se montre plus serein que la plupart des économistes français. Il semble même dédramatiser la situation. Dans une chronique, mise en ligne le 8 février dernier, il doutait encore de la gravité de la situation : «Il n'est toujours pas certain que nous soyons en récession, mais cette probabilité augmente», écrit-il en précisant en note de bas de page qu'une récession économique est une diminution du niveau de la production : «De façon plus formelle, on définit une récession par une diminution constatée du PIB pendant deux trimestres consécutifs.»

Son appréciation est la suivante : «Les problèmes auxquels fait face l'économie américaine sont semblables à ceux qui avaient provoqué les deux dernières récessions. Mais cette fois-ci, ils sont combinés.

«D'un côté, l'éclatement de la bulle immobilière joue le même rôle que celui tenu par l'éclatement de la bulle Internet en 2001. De l'autre, la crise des subprimes provoque un «crédit

crunch» rappelant celui intervenu après la crise des Caisses d'épargne à la fin des années 1980, qui avait entraîné la récession de 1990».

«Vous pouvez avoir entendu dire que ces récessions ont été courtes. Et il est vrai, qu'officiellement, ces deux dernières récessions ont pris fin après seulement 8 mois.» Constatant qu'aux USA, c'est le National Bureau of Economic Research qui détermine officiellement les dates de début et de fin des périodes de récession, il estime qu'elles «sont profondément trompeuses, tout au moins en ce qui concerne les conséquences que chacun ressent.»

«Dans la mesure où les problèmes actuels de l'économie américaine ressemblent à une combinaison de 1990 et 2001, le profil de cet épisode sera probablement semblable à celui de ces précédents.»

Néanmoins, «la caractéristique de double-bulle des problèmes sous-jacents — une bulle du crédit et une bulle immobilière réunies — suggère qu'elle pourrait bien être pire que les crises de 1990 et 2001».

Que pourrions-nous faire pour limiter les dommages subis ? s'interroge Krugman.

Jusqu'au départ de George Bush, les néoconservateurs se sont appliqués à bloquer les mesures sociales comme l'augmentation de la durée des allocations-chômage et de la distribution des tickets d'alimentation «qui sont vraisemblablement plus efficaces», souligne Krugman. Aux USA, les familles défavorisées reçoivent des subsides sous la forme de coupons ou de cartes de paiement utilisables en règlement de l'alimentation ou des médicaments. En 2004, ce programme concernait 10 millions de foyers, soit 24 millions de personnes.

Krugman estime naturellement «bienvenu de réfléchir à la



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

possibilité d'aller au-delà des baisses et des crédits d'impôts, et de stimuler l'économie par des investissements publics, si nécessaires, par exemple pour restaurer les infrastructures du pays, très dégradées».

«L'accusation habituelle contre les relances économiques par le biais des dépenses publiques, c'est que cela prend trop longtemps pour être mis en œuvre, que cela démarre alors que la récession est déjà terminée. Mais s'il apparaît que cette récession dure, ce qui semble vraisemblable, ce n'est pas un problème». Les économies insignifiantes, dépendantes ou périphériques, comme la nôtre, patienteront davantage en fonction de leur intégration dans la division internationale du travail ; elles doivent atteindre le retour d'écoute, l'arrivée de la vague ou de l'onde de relance. Au mieux, six mois plus tard. Le temps que les nouvelles commandes de pétrole et de gaz arrivent.

A. B.

(*) «Fin de monde ou sortie de crise», le Cercle des économistes, sous la direction de Jean-Hervé Lorenzi et Pierre Dockès-Perrin.

(**) Paul Krugman, New York Times, 8 février 2008.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Essebta ! Centoura ! Lah'zam ! La ceinture !

Présidentielle 2009. Dès leur arrivée à Alger, les observateurs africains ont déjà noté une anomalie :

Y a plusieurs candidats à cette élection !

Monsieur le grand patron du FMI, j'ai lu dans votre dernier rapport que les Algériennes et les Algériens devront se serrer la ceinture à l'avenir. C'est justement à ce sujet que je me permets de vous écrire aujourd'hui. Au sujet de la ceinture. Vous savez Monsieur le grand patron du Fonds monétaire international, nous Algériens avons une longue histoire avec la ceinture. Une histoire riche. Une histoire mouvementée. Une histoire pleine de rebondissements. Bref, tout cela pour en arriver à la principale information que je voulais vous communiquer, afin que vous ne persistiez pas dans l'erreur : NOUS N'AVONS PLUS DE CEINTURE A SERRER ! Oui ! Oui ! Je sais, cela doit vous interloquer. On le serait à moins. Et pourtant, c'est la stricte vérité. Nous n'avons même plus de ceinture à serrer. C'est qu'à force d'obéir respectueusement et scrupuleusement à nos chers dirigeants qui nous ordonnent depuis la nuit des temps d'indépendance de nous serrer la ceinture, ce qui devait arriver, arriva ! Usée jusqu'à la corde, la ceinture a cassé. Au début, ce sont les fixations de la grosse boucle qui ont commencé à donner des

signes de faiblesse. Ensuite, ce sont les trous gradués de la ceinture, lesquels à force d'être manipulés se sont exagérément élargis pour se déchirer entièrement. Ensuite, c'est le cuir, rongé par notre sueur, tanné par les vilénies du temps, marqué par notre pouvoir d'achat de plus en plus riquiqui, ce cuir a rompu. Faut vous dire, Monsieur le Président du FMI, qu'une fois nos ceintures déchirées, nous ne sommes pas restés les bras croisés. Pour deux raisons au moins. D'abord, parce que lorsque votre ceinture vous lâche, il ne faut surtout pas vous croiser les bras, votre pantalon en tomberait. Ensuite, parce que sans ceinture, comment aurions-nous fait pour respecter vos augustes recommandations en matière de serrage de ceinture ? Nous nous sommes donc adressés tout naturellement à nos dirigeants pour leur demander de nouvelles et plus solides ceintures. Vous savez ce qu'ils nous ont répondu, Monsieur le grand patron du FMI ? Tout simplement que «l'on n'a plus besoin de ceinture lorsqu'on n'a plus de pantalon !» Voilà leur réponse, Monsieur ! Dès lors, vous comprendrez que sans ceinture et sans pantalon, nous en soyons réduits, nus comme des vers, à fumer du thé pour rester éveillés à ce cauchemar qui continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com

